



ÉDUCATION. Deux manifestations étaient organisées hier

AESH : « un vrai statut, un vrai salaire »

HIER, une quinzaine d'AESH (Accompagnants des élèves en situation de handicap) du Cotentin se sont réunis à 17 h 30 devant les locaux des inspecteurs de l'Éducation nationale de Cherbourg, au centre d'affaires Atlantique. Un rassemblement qui faisait suite à l'appel national lancé par les syndicats pour réclamer « un vrai statut et un vrai salaire pour les AESH », entame Antonio Gomes de Sud Solidaires. « Le ministère de l'Éducation nationale est méprisant à l'égard des personnes qui font vivre l'école inclusive ». « Une école qui est inclusive uniquement car les AESH se battent pour, car dans les faits, les moyens mis ne sont pas faits pour permettre l'inclusivité », appuient les AESH rassemblées.

Les syndicalistes continuent ensuite à lister les points défailants : « Les salaires de misère, des temps incomplets imposés, l'absence de reconnaissance professionnelle et le refus d'accorder un statut de la Fonction publique ». Ils appuient en décrivant leurs quotidiens : « des emplois du temps éclatés, des replacements au pied levé, des déplacements du jour au lendemain sans aucun respect du travail ni de l'intérêt des élèves et le temps de pause est parfois même sacrifié ».

Tous ces éléments expliquent les difficultés de recrutement d'AESH par la DSDEN (Direction des services départementaux de l'éducation nationale) selon les manifestants. Ces derniers s'inquiètent d'ailleurs du projet de mutualisation des postes d'AESH et d'AED (Assistants d'éducation), décrit par Martine Quesnel, de la FSU, comme « insupportable car on nie ainsi les spécificités de chacun des métiers ».

Avant de lier la « bataille contre la réforme des retraites », à cette « bataille des AESH », les militants ont aussi listé leurs revendications face à cette situation qu'ils décrivent comme « un recul inacceptable ». « Créer un véritable statut de la fonction publique pour reconnaître le métier d'AESH, l'augmentation des rémunérations, la garantie de pouvoir travailler à temps complet, l'abandon des politiques de mutualisation, l'accès à des formations qualifiantes et enfin, le recrutement d'AESH, proportionnellement aux besoins ».

Une longue liste que les syndicats espèrent imposer au ministère « comme nous l'avons fait ces dernières années pour obtenir les quelques améliorations que la pro-

fession a connues : le renouvellement des contrats de trois ans et la CDIisation au bout des trois ans » par exemple.

Des revendications partagées par les AESH saint-lois qui étaient réunis au même moment dans leur ville devant les locaux de la DSDEN.



Une quinzaine d'AESH a manifesté à Cherbourg pendant que leurs collègues saint-lois faisaient de même là-bas.